

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 30/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ONYX AUVERGNE RHONE ALPES**

216 avenue Jean Mermoz  
63039 Clermont-Ferrand

Références : 20240122-RAP-63-0069-insp\_ONYX\_ARA\_Gerzat\_VuSL 3.odt  
Code AIOT : 0005600360

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE ALPES implanté ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat. L'inspection a été annoncée le 05/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat
- Code AIOT : 0005600360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de transit et regroupement de la société ONYX à Gerzat est destinée à regrouper, par catégorie, les déchets spéciaux et dangereux afin d'optimiser leur transport vers des unités de traitement (destruction ou valorisation) extérieures. Le site relève des rubriques 2718, IED 3510 et 3550.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la pollution au chlorure de vinyle dans les eaux souterraines (piézomètres),
- le suivi piézométrique des eaux souterraines,
- l'analyse de l'arbre des causes suite à cette pollution.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.2.1.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.2.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	volume annuel	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.1	Sans objet
2	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.2	Sans objet
5	Suivi annuel	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,3,2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pollution du chlorure de vinyle constatée dans les eaux souterraines après l'incendie d'août 2020 nécessite des investigations supplémentaires de la part de l'exploitant.

L'exploitant devra mettre en place le plan d'actions suivant :

- s'agissant de la pollution des eaux souterraines par le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) au droit du site :
  - **réalisation d'une étude hydrogéologique du secteur** (confirmation du sens de la nappe, inventaire des usages des eaux **souterraines** du secteur, zones de captage...), à transmettre à l'inspection sous un mois, puis réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux **sous un délai de 6 mois** ;  
Les textes de référence sur l'Interprétation de l'État des Milieux sont :

- Note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués (NOR : DEVP1708766N) - Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007
- Guide INERIS -Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - septembre 2021

- **poursuite de la surveillance renforcée** (suivi des 2 piézomètres avec une périodicité ramenée à deux mois) ;
- **ajout, sous 6 mois, d'ouvrages supplémentaires pour la surveillance des eaux souterraines** (piézomètres), selon les recommandations de l'étude hydrogéologique, **et** après accord de l'inspection ;
- s'agissant des causes ayant conduit à cette pollution des eaux souterraines :
  - réalisation d'un **diagnostic des réseaux d'eau et du dispositif de confinement des eaux** (eaux pluviales, eaux résiduaires, eaux polluées lors d'un incendie, étanchéité du dispositif de confinement des eaux ...), **sous 3 mois** ;
  - **analyse des causes de la pollution au CVM, du retour d'expérience et des actions mises en œuvre pour éviter qu'une telle situation puisse se reproduire** (ajout de barrières de sécurité) **sous 6 mois**.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : volume annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, quantité de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Etat du stock
<b>Constats :</b>  Le volume annuel d'activité est inférieur aux limites fixées par l'arrêté préfectoral. Sur l'année 2023, selon l'exploitant, le site inspecté a connu une baisse d'activité de l'ordre de 15 % par rapport à une année de référence (hors période COVID).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sécurité incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> sécurité incendie et contrôles périodiques
<b>Constats :</b>  - contrôles extincteurs : 7/12/2022 par la société Desautel, le prestataire va intervenir fin janvier suite à la relance de l'exploitant

- trappes de désenfumage : 26/12/2023
- centrale d'alarme : 27/04/2023
- vidéo surveillance sur l'ensemble du site 24h/24 (intrusion et levée de doute) 12 caméras (4 fixes, 6 motorisées et 2 thermographiques)
- débit des poteaux incendie conforme (85m3 et 83m3/h contrôlés le 9/12/2022)
- exercice incendie réalisé en 2023.

L'exploitant a organisé avec un prestataire privé un exercice fictif de départ de feu dans le bâtiment des solides inflammables en date du 19 décembre 2023. Par mail daté du 22 janvier 2024, l'exploitant a transmis le compte rendu de cette simulation d'incendie. Cette mise en situation a permis de tester les réactions des agents en cas de départ de feu, la réaction des premiers intervenants en veillant à rester à deux personnes pour la levée de doute. Les points d'amélioration concernent l'anticipation de la fermeture du site avec la pose d'un panneau pour informer les chauffeurs et la mise en place d'un agent pour accueillir les secours.

Ces deux actions d'amélioration devront être mises en place sous un mois

*En séance, les services de l'inspection ont informé de la sortie de plusieurs textes réglementaires datés du 22 décembre 2023, qui s'appliquent aux installations de gestion des déchets et qui visent à renforcer la sécurité incendie.*

*Rubrique 2718 régime de l'autorisation :*

*Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux)*  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorff/id/JORFTEXT000048707626>

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : effluents aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,2,1,2

**Thème(s) :** Risques chroniques, analyses rejets

**Prescription contrôlée :**

Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets. L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse de la qualité des eaux rejetées une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.5 précédent : pH : 5,5 - 8,5 ( 9,5 en cas de neutralisation alcaline) - température < 30° C - matières en suspension : 100 mg/l - DCO : 125 mg/l - hydrocarbures totaux < 10 mg/l

**Constats :**

Le dernier contrôle des eaux du bassin a été réalisé le 02/01/2024. Les résultats sont légèrement supérieurs sur la DCO et MES. Les analyses effectuées en 2023 apparaissent toutes conformes (cf. tableau ci-dessous). L'exploitant a programmé un nettoyage du déboureur séparateur.

Dates	pH +/- 0,01	Température °C +/- 0,5°C	Sédiments mg/l +/- 0,001 mg	DCO mg/l +/- 0,9%	Hydrocar-bures mg/l +/- 10%
03/03/2023	7,90	6,4	2,7	35	<0,1
25/04/2023	7,20	9,2	13	73	0,3
28/07/2023	7,80	24,6	8,8	50	<0,1
02/11/2023	7,40	13,8	23	121	1,4
02/01/2024	7,20	6	153	152	0,5

Il conviendra de réaliser une autre campagne de mesure dès le nettoyage du débourbeur

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : effluents aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,2,4

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux souterraines

##### **Prescription contrôlée :**

Un contrôle piézométrique de la qualité des eaux souterraines est réalisé à partir de deux piézomètres placés en amont et en aval hydraulique du site. Il est procédé à des analyses d'une fréquence au moins trimestrielle sur les paramètres suivants : pH, COT, DBO5, DCO, phénols, solvants chlorés, hydrocarbures, mercure, arsenic, cyanures libres. Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception, accompagnés des commentaires sur l'évolution.

##### **Constats :**

Le suivi des piézomètres a révélé un pic de Chlorure de vinyle sur le piézomètre aval. (618 µg/L en 2020 contre 24 µg/L en 2022, source rapport d'activités du site de 2022).

Depuis les dernières analyses de 2023 et 2024, le taux de Chlorure de vinyle est inférieur à 5 sur le piézomètre n°22 aval (au niveau du bruit fond constaté).

Pour rappel, un incendie s'est déroulé le 11 août 2020 sur une partie du site (bâtiment de stockage des Déchets toxiques en quantité dispersée).

En réponse, à la visite d'inspection du 29 septembre 2023, l'exploitant a transmis une note explicative en date 8 novembre 2023 sur cette pollution au CVM.

Dans ce document il est précisé que :

*"Tant dans le Pz1 (considéré comme amont) que dans le Pz2 (considéré comme aval), aucun autre paramètre que le Chlorure de Vinyle et ses dérivés (ex. 1,2 dichloroéthylène) n'influence les résultats. Aucun paramètre lié à l'activité du site n'est décelé (pas de trace de déchets organiques ou chimiques). Concernant le chlorure de vinyle (et dérivé en 1,2 dichloroéthylène) : celui-ci est déjà décelé dans des teneurs légèrement supérieures en aval qu'en amont sur les prélèvements des années 2019 et 2020. En août 2020, juste après l'incendie qui a eu lieu dans le bâtiment de stockage*

des déchets dangereux, un pic est décelé sur le piézomètre aval uniquement, qui atteint sa teneur maximale en décembre 2020. Aucun autre paramètre ne connaît de valeur anormale à ce moment-là. Ces teneurs ponctuellement élevées retrouvent des teneurs d'avant 2019 dès le premier trimestre 2022 et semblent se maintenir depuis. Le Chlorure de Vinyle est un polymère utilisé :

- majoritairement dans la fabrication du PVC ;
- de manière assez secondaire comme intermédiaire dans la production de solvants chlorés.

*Il n'est donc pas anormal qu'il se retrouve à la fois dans les matériaux utilisés dans les bâtiments, et dans les déchets dangereux pris en charge sur le site. Ainsi, la présence ponctuelle de cette substance dans le Pz2 pourrait s'expliquer par la présence de canalisations en PVC (et potentiellement des gaines et fils électriques) sur les bâtiments ou de contenants en PVC dans le bâtiment ayant pris feu lors de l'incendie, ou dans les déchets ayant brûlé".*

La Fiche de données toxicologiques et environnementales des substances chimiques INERIS (ref : INERIS DRC-10-109974-07053A) précise les principales sources d'exposition. La majeure partie du chlorure de vinyle entrant dans l'environnement provient de l'industrie des plastiques. Par exemple, le chlorure de vinyle retrouvé dans l'environnement peut provenir de la dégradation du PVC. Le chlorure de vinyle est aussi un des produits de dégradation dans l'environnement du trichloroéthane, du tétra-, tri- et dichloroéthylène.

Le nombre de deux piézomètres est insuffisant pour assurer une surveillance précise et représentative des eaux souterraines. Le guide DGPR "Surveillance de la qualité des eaux souterraines appliquée aux ICPE et sites pollués" présente les mesures à prendre pour assurer un suivi des eaux souterraines tout au long de la vie d'une ICPE (maillage de piézomètres).

Les services de l'inspection demandent à l'exploitant des investigations complémentaires pour confirmer l'arbre des causes de la pollution et mettre en place des mesures barrière pour éviter une nouvelle pollution des eaux.

L'exploitant devra confirmer et compléter l'analyse des causes éventuelles de la pollution des eaux souterraines au chlorure de vinyle, consécutive à l'incendie du 11 août 2020.

**Pour cela, il mettra en place le plan d'action suivant :**

- **Pollution des eaux souterraines par le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) au droit du site :**
  - réalisation d'une étude hydrogéologique du secteur (confirmation du sens de la nappe, inventaire des usages des eaux souterraines du secteur, zones de captage, ... ), à transmettre à l'inspection sous 1 mois, puis réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux sous 1 délai de 6 mois ;
  - poursuite de la surveillance renforcée (suivi des 2 piézomètres) ;
  - ajout sous 6 mois d'ouvrages supplémentaires pour la surveillance des eaux souterraines (piézomètres), selon les recommandations de l'étude hydrogéologique et après accord de l'inspection ;
- **Causes ayant conduit à cette pollution des eaux souterraines :**
  - réalisation d'un diagnostic des réseaux d'eau et du dispositif de confinement des eaux (eaux pluviales, eaux résiduares, eaux polluées lors d'un incendie, étanchéité du dispositif de confinement des eaux ...), sous 3 mois ;
  - analyse des causes de la pollution au CVM, du retour d'expérience et actions mises en œuvre pour éviter qu'une telle situation puisse se reproduire (ajout de barrières de sécurité) sous 6 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> - <b>3 mois</b> pour le diagnostic des réseaux et dispositif de confinement - lancer l'étude hydrologique du secteur sous <b>1 mois</b> - implantation des futurs piézomètres sous <b>6 mois</b> - réalisation d'une IEM sous <b>6 mois</b> - analyse des causes de la pollution au chlorure de vinyle sous <b>6 mois</b> - poursuivre la surveillance renforcée et transmettre les analyses 2024

**N° 5 : suivi annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,3,2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rapport d'activités
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.3.2 L'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées, au cours du premier trimestre de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et indiquant.
<b>Constats :</b>  L'exploitant transmettra son rapport d'activité 2023, sous un délai de 5 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite